
Colloque international Genre et gouvernance



**L'égalité femmes-hommes dans la décentralisation
administrative, la participation politique et
l'éducation citoyenne
Ile Maurice, 17-19 novembre 2009**



Genre et Gouvernance: Une introduction

Basée sur le Kit'Actu publié par Bridge

http://www.bridge.ids.ac.uk/reports/Governance_OR_French.pdf

Le KIT a été traduit en français par Vanessa Gautier, avec la collaboration de Claudy Vouhé, toutes deux membres du réseau Genre en Action

BRIDGE et le KIT ACTU'

- Bridge: Service d'information et de recherche spécialisé sur le genre et le développement au Royaume-Uni.
- Collaboration Bridge et Genre en Action
 - Extension des listes de diffusion francophones
 - Traduction et dissémination outils
 - Mutualisation des ressources, sites etc ..

QUELQUES DÉFINITIONS

Gouvernance

Fait référence à la **prise de décision** par un ensemble de personnes concernées (ou “parties prenantes”):

1. **personnes qui occupent des positions de pouvoir**
2. **citoyens “ordinaires”**

« Bonne » gouvernance?

- « gouvernance » = *processus* de prise de décisions, mécanismes et gestion
- « bonne gouvernance » (ou gouvernance efficace) = *qualité* de ces processus

Mauvaise gouvernance

- *Analyse des organismes internationaux de développement et des OSC: Pauvreté dans les pays du Sud liée à une « mauvaise » gouvernance (**inefficace, anti-démocratique et souvent corrompue**).*

Un concept *assez* neuf

- De « gouvernement » vers « gouvernance » ... en 1989 un document influent de la Banque mondiale met en avant la gouvernance.
- Il attribuait la faute de la **pauvreté** persistante en Afrique sub-saharienne à la « crise de la gouvernance » : **gouvernements corrompus, inefficaces et mal équipés.**

Gouvernance et ... APD

- « Bonne » gouvernance comme critère d'APD: meilleure gestion des ressources, à travers un **contrôle étatique minimal ou limité des biens et des services.**
- BM utilise la mauvaise gouvernance pour « justifier » l'échec des politiques d'ajustement structurel (PAS)??

Différents paradigmes

- La gouvernance doit en priorité favoriser l'efficacité dans la gestion et l'administration financière pour réduire la pauvreté et pour encourager la démocratie;
- La gouvernance ne peut être efficace que si elle défend la justice sociale et l'égalité, et si elle promeut le respect des droits de tous les citoyens;
- La gouvernance ne peut être efficace que si elle se concentre sur l'objectif de justice sociale et d'égalité de genre; l'égalité de genre au sein de la société permet une gouvernance plus efficace

Cinq domaines de gouvernance

- le ménage*
- la communauté
- le gouvernement local
- le gouvernement national
- les institutions mondiales

** Certains domaines sont négligés ...
répercussion sur la prise en compte du genre*

Les institutions de la gouvernance

- les gouvernements nationaux et locaux
- les institutions de la gouvernance mondiale
- les organisations de la société civile
- les citoyens et citoyennes

Interconnexions

- Les décisions prises au niveau mondial ont une influence grandissante sur nos vies
- > filtre des politiques gouvernementales au niveau national
- > mesures au niveau local qui affectent directement – et différemment - les femmes et les hommes.

Grands principes de « bonne » gouvernance

- Responsabilité/reddition de comptes
- Transparence
- Réactivité
- Intégration/inclusion

Critiques

- Qui décide de ce qui constitue une « bonne » gouvernance?
- Est-ce que ceux qui critiquent montrent l'exemple?
- Est-ce que la façon dont ils évaluent la gouvernance saisit la complexité des contextes locaux?

POURQUOI GENRE ET GOUVERNANCE?

Gouvernance, droits et genre

- Les droits = élément de la gouvernance le moins développé, notamment droits des femmes
- Droits spécifiques (ex. violence) et ceux liés à la gouvernance politique et économique
- Droits et genre comme critères APD? Cf. la Déclaration de Paris et les nouvelles modalités d'aide au développement

Pourquoi les droits sont-ils négligés?

- Faiblesse des processus « officiels » qui permettent de revendiquer les droits et de demander des comptes aux Etats sur les conventions internationales;
- Absence de consensus quant à ce qu'ils signifient en pratique;
- Moyens et capacités des OSC à porter les revendications liées aux droits et au genre

La gouvernance peut-elle être

« bonne » si ...

- Elle ne mène pas à un monde plus égalitaire, où les femmes peuvent choisir et où leurs droits sont respectés?
- Elle ne prend pas en compte les différents besoins et priorités des hommes et des femmes et n'y répond pas?
- Les femmes ne peuvent pas exercer leur droit de participer aux prises de décision qui affectent leur vie?

Pourquoi s'intéresser au genre: le constat?

- Traitement hommes/femmes différencié au sein des institutions et des processus de gouvernance ;
- Manque de prise en compte de la double charge de travail des femmes ;
- Lutte contre les inégalités de genre faible
- Manque de prise en compte les besoins différents des hommes et des femmes ;
- Responsabilité institutionnelle faible quant à l'égalité de genre et aux droits des femmes.

Pourquoi s'intéresser au genre: arguments

- Le genre doit être au cœur de la gouvernance pour qu'elle soit efficace
- Les femmes ont le droit de participer aux décisions qui affectent leur vie
- Cela donnera des politiques qui favorisent l'égalité de genre
- Un moyen de transformer les normes de genre
- Un moyen de répartir les ressources de façon plus efficace et équitable

Attention à l'argument « utilitaire » !

- De nombreuses organisations considèrent que l'égalité de genre est un élément important de « bonne » gouvernance.
- MAIS elles présentent l'intégration de femmes à la gouvernance en termes restreints: pour limiter la corruption et améliorer la transparence.

Gouvernance sensible au genre

- L'égalité de genre et la garantie des droits des femmes sont au cœur de la gouvernance.
- Les politiques et les lois prennent en compte les différents besoins, intérêts et priorités des femmes et des hommes, ainsi que l'inégalité de leur pouvoir.
- Les principes de bonne gouvernance sont sensibles au genre et sont incorporés à des processus concrets

STRATÉGIES?

Une gouvernance sensible au genre doit être explicite sur

- les mécanismes sexués au travers desquels s'effectue la gouvernance
- les objectifs de la gouvernance envers l'égalité de genre
- la compréhension qu'ont les parties prenantes et institutions de la « citoyenneté »
- ce qui rend la gouvernance efficace du point de vue de l'égalité de genre
- comment évaluer les impacts sur le genre

Genre – amener le « qui »?

- **Qui** a le pouvoir de prendre ces décisions ?
- **Qui** a ses points de vue pris en compte lors des processus de prise de décisions?
- Sur **qui** ces décisions ont-elles des impacts?
- **Qui** sont les gagnant-es, **qui** sont les perdant-es ?
- La gouvernance est « bonne » pour **qui**?

Gouvernance selon le genre

GENRE	Ménage	Communauté	Gouv. local	Gouv. national	Institutions mondiales
Participation					
Gestion					
Décision					
Production de // accès à l'information					
Répartition bénéfiques					
Impact sur les inégalités genre					

Entrée « genre » dans les grands principes de la gouvernance

- Responsabilité -> Budget genre
- Transparence -> Droit à l'information
- Intégration -> Participation, équité, diversité (f/h)
- Équité -> Opinion, décision, résultat (f/h)
- Réactivité -> Agir sur les demandes des citoyenNES
- Faire respecter les droits -> Droits des femmes
- Respecter l'Etat de droit -> Cadres juridiques justes, luttant contre la discrimination des femmes

Les instruments juridiques

- CEDEF
- Convention sur les droits politiques de la femme
- Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes
- Déclaration sur la protection des femmes et des enfants en période d'urgence et de conflit armé
- Protocole de Maputo
- Charte Africaine etc.

PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS DES DOMAINES SPÉCIFIQUES DE LA GOUVERNANCE

Gouvernance politique

- Accent sur le besoin d'augmenter le nombre de femmes dans le gouvernement - critiques:
 - ❑ Autres niveaux de la gouvernance pas pris en compte
 - ❑ Qualité de la participation des femmes ignorée
 - ❑ Femmes alibi
 - ❑ Ghettoisation des femmes (secteurs sociaux)
 - ❑ Non reconnaissance des inégalités sociales de genre qui se répercutent dans la gouvernance

Il faudrait s'intéresser à ...

- Les femmes électrices
- Les femmes élues
- Les partis de femmes : un moyen efficace d'arriver à ses fins ?
- Quota et actions positives
- L'impact des politiques et du politique sur les femmes et le genre
- L'impact des femme et du genre sur le/les politique(s)

Citoyenneté

Critiques

- Hypothèse est que les citoyens sont des acteurs qui ont un intérêt partagé quant aux processus et résultats de la gouvernance. *Quid* des différences femmes/hommes?
- Citoyenneté surtout liée à l'exercice des droits pour tous (et donc des personnes pauvres et marginalisées, notamment des femmes).

Proposition

- Remodeler la citoyenneté avec une perspective genre = montrer que les luttes pour les droits des femmes sont des luttes citoyennes car elles affectent toute la société et pas seulement les intérêts des « minorités »

Comment introduire une perspective genre?

- Remettre en question l'idée de l'opposition entre « public » et « privé »
- Relier les torts causés dans la sphère privée à des solutions publiques
- Inclure dans les politiques les besoins « privés » relatifs au genre comme droits
- Redéfinir le « politique » pour y inclure la prise de décision informelle et communautaire ou privée

Quelques stratégies

- Se mobiliser pour le changement en favorisant une citoyenneté active et sensible au genre
- Faire prendre conscience aux femmes de leur exclusion
- Soutenir les groupes et ONG de femmes et féministes
- Créer des espaces d'interaction entre les citoyen-es et leurs institutions
- Utiliser stratégiquement les médias, les TIC

Rôle de l'éducation

- Faire jouer à l'école son rôle de « formatrice » de citoyen-nes
- Intégrer « l'égalité de genre » dans les programmes scolaires, les manuels, la formation des enseignant-es
- Mettre en place des politiques et programmes qui favorisent l'égal accès des filles et des garçons à une éducation de qualité

Démocratie

- Démocratisation = processus de renforcement des institutions et des systèmes législatifs et électoraux qui favorise l'engagement citoyen dans les prises de décisions et implique la société civile dans les processus associés aux réformes de gouvernance.
- *Stratégie*: mise en place de mécanismes permettant aux gens « ordinaires » d'exercer leur citoyenneté à tous les niveaux ...
- *Moyens*: processus consultatifs, partenariats avec les représentant-es de la gouvernance, forums de discussions en ligne etc.

Démocratisation

- Réformes électorales qui favorisent l'accès des femmes à la gouvernance font partie de la démocratisation **Mais ...**
 - > Augmenter le nombre de femmes dans la gouvernance n'est pas une garantie de démocratisation
 - > Participation égale des femmes dépend de la création de conditions qui la favorisent

Gouvernance locale

- Décentralisation des fonctions de gouvernance = moyen d'atteindre le double objectif de croissance économique et de démocratie?
- Problème: si le nombre de femmes dans la gouvernance locale, qu'en est-il de la *qualité* de leur participation? Leurs voix sont-elles entendues?

Blocages du « genre » dans la gouvernance locale

- Risque d'enraciner les inégalités de pouvoir et avoir ainsi des effets négatifs pour les femmes (argument du culturel, traditions)
- Les cadres contraignants (ex. cedef) sont ignorés, pas déclinés localement
- Les “espaces démocratiques” ne parviennent souvent pas à tenir leurs promesses en ce qui concerne l'intégration des femmes et d'autres populations marginalisées.

Questions à se poser?

- Jusqu'à quel point l'égalité de genre fait-elle partie intégrante de ces nouvelles formes participatives de planification ?
- Quel est le degré réel de représentativité et d'intégration de ces espaces?
- Ces processus participatifs renforcent-ils réellement la prise en compte de l'opinion des personnes marginalisées? des femmes?
- Dans quelle mesure reproduisent-ils les inégalités existantes?

CONCLUSION

- Pour répondre aux problèmes posés par les idées reçues fortement ancrées qui affectent les femmes et les hommes **des changements sont nécessaires**
 - Au niveau des objectifs institutionnels
 - Au sein des processus et institutions de gouvernance

Changements (2)

- Des modifications profondes au niveau de la conscience publique sont également nécessaires pour que ces changements institutionnels aboutissent à une transformation.

Changements (3)

- Les institutions de gouvernance et autres structures liées doivent:
 - > **communiquer** plus efficacement sur le potentiel des processus de gouvernance démocratique à favoriser l'égalité de genre et ...
 - > montrer **l'exemple** dans leurs propres pratiques.

www.bridge.ids.ac.uk
